

paie les dix-huit mille piastres que l'on me doit, et sous quelques conditions que je crois indispensables pour la pacification de cette frontière. — Vicente Filisola. »

Si le bien-être ne régnait pas au centre du Mexique, on y jouissait pourtant d'un peu de tranquillité; mais il n'en était pas ainsi dans les départements du nord et le Yucatan. Tandis que les fédérés cherchaient à soulever le Yucatan, des émigrés, s'étant réunis à Mérida, créèrent un gouvernement indépendant dans le sens de la constitution de 1824. Dans ce même temps, une goëlette partie de la Nouvelle-Orléans arrivait à Sisal avec trente-huit insurgés, échappés de Tampico, et parmi lesquels se trouvaient Anaya, Martin Peraza, Sentmanat, Barragan et d'autres personnages. Unis aux fédérés, ils assiégèrent Campêche, dont la garnison se défendit plusieurs jours avec courage; mais forcée de se rendre, elle capitula, et, d'après les conventions, s'embarqua pour Vera-Cruz, abandonnant la ville aux inimitiés des partis.

Quand on apprit ce dernier événement à Mexico, les fédérés, persuadés que le moment était venu de porter le dernier coup au pouvoir de Bustamante, tramèrent un complot qui éclata le 15 juillet 1840. Urrea et Gomez Farias en étaient les chefs. Après s'être soustrait à la vigilance du gouvernement, le général Urrea se mit à la tête d'une fraction de la garnison, à laquelle s'unit une partie du peuple, et canonna le palais. Un des bastions qui défendent les angles du palais national fut détruit; la partie supérieure de la muraille s'écroula et laissa voir le cabinet de travail de Bustamante qui ne voulait pas capituler. En vain son aide de camp Joseph Arago, qui avait abandonné Santa-Anna depuis la mort de son frère Jean Arago, l'engageait à quitter cet endroit dangereux; Bustamante lui répondit que c'était là son poste, et qu'il ne l'abandonnerait pas. Cependant le canon grondait toujours, les éclats de pierre détachés de la muraille volaient de toutes parts, quand une troupe de forcenés entra violemment, l'épée à la main, dans le cabinet du président en criant : « — Mort à Bustamante ! » — Celui-ci

s'avança froidement vers eux et entr'ouvrant son uniforme, il leur dit : — « Frappez, si vous l'osez, le premier magistrat de la république ! »

Cette intrépidité lui sauva la vie, mais il resta prisonnier. Le président, le commandant général et quatre autres officiers supérieurs furent pris et gardés à vue. Bustamante, pourtant, parvient à s'échapper; il ramène à l'obéissance une partie de la garnison, la réunit à quelques troupes fidèles et combat l'insurrection. Urrea, ne se voyant point soutenu au dehors, demande à capituler, sous des conditions qui ne sont point acceptées. Néanmoins, après de nouvelles instances, le président consent à une suspension d'armes, afin de pouvoir délibérer plus librement. Ces négociations n'ont aucun résultat et les hostilités recommencent. Plusieurs détachements arrivent de Puebla pour soutenir le gouvernement, et Santa-Anna approche à la tête d'une forte division. Le feu continuait dans les rues; il dura jusqu'au 27 juillet, et Mexico souffrait toutes les horreurs d'une ville prise d'assaut et livrée au pillage. Le général Torrejon surprend tout à coup un fort parti d'insurgés et le massacre; la ville est alors déclarée en état de siège et les droits d'octroi sont levés sur toutes les denrées alimentaires. Enfin, Urrea, ayant employé l'intervention de l'archevêque, monseigneur Posada, envoya un parlementaire. On finit par s'entendre, et cette malheureuse guerre civile cessa, après treize jours de combat, sans qu'Urrea et Gomez Farias, causes de toutes ces fureurs, fussent punis de leur révolte.

La capitulation qu'on leur accorda fut des plus avantageuses; le premier article garantissait non seulement la vie et la sûreté des personnes qui avaient pris part à la révolte, mais encore la conservation de leurs emplois. Le septième article portait que les bénéfices de la capitulation ne s'étendraient qu'aux Mexicains. De la sorte, les étrangers, la plupart français, qui avaient pris les armes, séduits par les grades qu'on leur avait offerts et par le libéralisme des principes déclarés par les insurgés, furent abandonnés par les

démocrates libéraux à la vengeance des vainqueurs. On leur appliqua la loi du 24 mars 1835, proposée par M. Gutierrez de Estrada, devenue loi de l'État. Si le gouvernement mexicain montra de la partialité dans cette circonstance, je trouve qu'il était dans son droit. Du moment où les étrangers avaient seuls le monopole des réclamations et des indemnités pour dommages soufferts pendant les révolutions, il était naturel qu'ils fussent différemment traités que les Mexicains, lorsqu'on les trouvait soutenant la révolution les armes à la main. Plus loin, je traiterai cette question de la conduite des étrangers au Mexique, et l'on verra que ce pauvre pays n'a jamais eu à s'en louer.

La défaite d'Urrea rendit un peu de calme à la capitale; mais les départements éloignés n'avaient cessé d'être agités. Le Yucatan ne paraissait pas devoir être mis à la raison si facilement; dans le Tamaulipas, Canalès, célèbre bandit, doublé du contrebandier, avait à ses ordres une troupe de mécontents et de flibustiers américains, avec lesquels il favorisait la grande contrebande sur les frontières du Rio Grande. Une lettre particulière en date de Matamoros, 16 novembre 1840, me donne sur la situation de ces frontières les nouvelles suivantes :

« Arista, après avoir écrasé ses troupes par des marches forcées, a été obligé de s'arrêter à Cadereyte, où toute sa division ne forme plus qu'un hôpital. Rey a conclu un traité de paix avec Canalès à Mier. Le gouvernement a été obligé de passer par toutes les conditions dictées par Canalès qui, assure-t-on, restera avec le grade de général de brigade. Le pauvre Filisola est devenu le baudet de la fable; les deux partis crient haro dessus, on lui attribue tous les maux de cette révolution si singulièrement terminée. Tout le monde veut des grades; il n'est point jusqu'à notre préfet Lara qui, voyant s'approcher le terme de ses fonctions, ne cherche à avoir une paire d'épaulettes de colonel. Il est parti, il y a quelques jours, à la tête de deux cents rancheros qu'il a réunis. On dit qu'il va faire un coup de main sur le Copano,

où il y a peu de monde et beaucoup de marchandises entassées, ce n'est que l'espoir d'une récompense pour Lara et l'appât du butin pour les rancheros qui ont armé cette expédition »...

De son côté, Filisola écrivait à l'un de mes amis... « Que pensez-vous de la déroute de Canalès, de l'exécution de Zapata et du transport de sa tête à Revilla? Sommes-nous retournés au quatorzième siècle? Quand l'énergie passe de justes limites, elle devient barbarie et despotisme. » Ce Zapata était un général insurgé qui fut fait prisonnier pendant la présidence intérimaire de Santa-Anna. Pour anéantir la révolution, on a vu que Santa-Anna fit fusiller Mejia, sans jugement; voulant donner un autre exemple de sévérité, il signifia au général Ampudia d'envoyer la tête de Zapata à Revilla. Ampudia, ne sachant comment empêcher cette tête de se putréfier, la fit frire dans une marmite pleine de graisse et placer dans une niche, où jadis se trouvait aux portes de la ville une statuette de la Madone. Toute la correspondance de Santa-Anna, du mois de septembre 1840, est empreinte d'une profonde tristesse. Il se lamente de la léthargie du gouvernement, de l'opposition faite par les conservateurs au pouvoir exécutif, dont ils se plaignaient de n'être pas assez favorisés, de la révolution du Yucatan, et finalement il présume une prochaine guerre contre les Texiens.

La situation, on le voit, laissait beaucoup à désirer, M. Gutierrez de Estrada vint encore la compliquer par la publication d'une brochure qui produisit alors une immense sensation dans tout le Mexique. De retour dans son pays, après une absence de plusieurs années, il trouva qu'on y discutait l'opportunité de faire changer, par une convention nationale spécialement convoquée, la forme du gouvernement existant. Il usa de son droit de citoyen en manifestant son opinion, par une sorte de manifeste. Dans cet écrit, il commence par tracer l'affligeant tableau que présentait le Mexique, et rappeler que, malgré les modifications apportées à différentes époques au pacte national de 1824, les maux, au

CAPILLA ALFONSO DE LA REINA

lieu de diminuer, s'étaient accrus avec une désastreuse rapidité.

« Quels progrès avons-nous réalisés ? disait-il ; où en sont la législation civile, criminelle, commerciale, et l'instruction publique ? N'est-ce pas un plus monstrueux chaos que celui qui nous fut légué par nos anciens dominateurs ? Quelles sont, et l'organisation de l'administration, et la moralité des employés, et la richesse individuelle, cette base exacte de la richesse publique ? Quelles routes, quels canaux avons-nous ouverts ? Quels édifices, parmi ceux que nous laissèrent les Espagnols, avons-nous réparés ou conservés ?... Et si cette situation empire tous les jours, comme cela doit arriver tant qu'on n'aura pas eu recours à un moyen radical de salut, pourrons-nous résister à ce torrent venu du nord qui a déjà envahi notre territoire, et qui l'inondera des flots des principes démocratiques qui font la force des États-Unis, mais qui causent visiblement notre impuissance ? Si nous ne cherchons dans une voie plus sûre un soulagement à nos maux, c'en est fait pour toujours du bonheur, de l'indépendance et de la nationalité du Mexique. Vingt années, peut-être, ne s'écouleront pas sans que nous voyons flotter sur notre palais national le drapeau étoilé des États-Unis !... »

« Au train dont vont les choses, le jour pourrait bien ne pas être éloigné où toutes les autres nations, lassées de notre scandale ou de notre incapacité, se chargeraient, au nom de la civilisation et de l'humanité, de changer cette situation en intervenant dans nos affaires. Et, dans le cas où la nation se prononcerait pour la monarchie, combien ne serait-il pas avantageux pour le Mexique que le futur souverain fût choisi par lui, et non par les puissances étrangères, — comme on l'a fait de nos jours pour la Grèce, — et, dès lors, qu'au lieu d'être octroyé par ces puissances, le pacte fondamental fût l'œuvre propre du pays, et librement destiné par nous-mêmes à assurer le bonheur commun et à constituer le bien véritable entre le peuple et le monarque ! »

Cette brochure, doublement prophétique, proclamait la

monarchie comme seul moyen de salut. Le baron Alleye de Ciprey, notre ministre à Mexico, sir Richard Pakenham, ministre d'Angleterre et bien d'autres personnages pensaient exactement comme M. Gutierrez. — « Je ne dirai rien du singulier état des affaires dans ce pays-ci, écrivait le ministre anglais à M. Gutierrez, excepté que tout tend à confirmer l'exactitude des opinions exprimées dans votre remarquable brochure. » Malheureusement, elle froissait l'amour-propre du pays, et je crois que c'est à cette circonstance plutôt qu'à sa prématurité qu'il faut attribuer le cri d'indignation qu'elle souleva parmi les partis. Le président, le général Almonte, ministre de la guerre, tous les partisans secrets de la monarchie et les amis de M. Gutierrez durent le prier de fuir pour ne pas être obligés de le mettre en état d'arrestation. Le général Almonte n'était pas encore convaincu que la monarchie fût possible et nécessaire pour faire cesser les révolutions qui désolaient le pays ; il écrivit même alors une lettre contre la brochure de M. Gutierrez. Le général Almonte, comme Santa-Anna et d'autres Mexicains, non moins patriotes, ne devinrent monarchistes que plus tard, lorsqu'ils virent que la république les conduisait à l'extinction de leur nationalité, et à l'absorption graduelle de leur patrie par les États-Unis ; alors seulement ils manifestèrent leurs convictions, partagées par la majorité de la classe intelligente du Mexique.

Une lettre du général Filisola, datée de Mexico, 15 avril 1841, nous montre que cette année s'ouvrait sous de fâcheux auspices

« Dieu veuille, dit-il, que les faiblesses, les erreurs et les hontes passées ne nous en attirent pas d'autres ; parce que, pour notre malheur, nous voulons toujours remédier aux maux présents par des moyens qui les augmentent. Aujourd'hui l'on discute aux chambres une mesure par laquelle les uns croient ou feignent de croire que l'on subviendra à toutes les nécessités de la république, et les autres protestent que si cette mesure est adoptée, la république de-

BIBLIOTECA ALFONSO XIII

viendra imaginaire et son gouvernement sujet, dans ses opérations politiques et militaires, au caprice de quatre ou cinq individus contracteurs. C'est aussi ma croyance. » Le général Filisola faisait allusion à des mesures financières qui rappellent en quelque sorte l'histoire des bons Jecker. Poussé par le dénûment du trésor, le gouvernement frappa les marchandises à leur entrée à Mexico d'un droit de 15 % qui dut être bientôt abrogé, parce qu'il anéantissait le commerce, alors très souffrant.

Au mois d'août 1841, le congrès lança un décret préventif, augmentant de 3 1/3 %, le produit des douanes maritimes du golfe, sur lequel on prélevait déjà 16 1/3 %, pour payer les intérêts de la dette contractée en Angleterre par le Mexique. Le surplus de ce prélèvement devait servir à payer les coupons échus et non payés, et pour éviter l'émission des certificats dont la convention de 1837 faisait mention. En vertu de ce décret et des instructions données par le gouvernement à la maison des frères Lizardi et compagnie, ceux-ci réunirent un comité des possesseurs de ces bons et leur déclarèrent qu'on leur donnerait un cinquième des droits sur les douanes maritimes pour payer les intérêts de leurs bons consolidés par le décret de 1841. Les frères Lizardi furent chargés de payer les dividendes échus dès le mois d'avril 1838, et des autres semestres pendant quatre ans; ils convertirent les deux emprunts anglais en une seule dette; ils recurent une double commission, l'une de 5 % et l'autre de 2 1/2 %, pour leurs opérations financières qui furent étendues jusqu'à l'année 1844, et même, je crois, jusqu'en 1845. L'histoire des opérations de la maison Lizardi et compagnie, m'a paru très embrouillée, quelquefois étrange, peu délicate, et toujours onéreuse pour le Mexique qui, naturellement, paya les quelques millions de bénéfices que les frères Lizardi opérèrent au moyen de leurs combinaisons financières.

Loin d'améliorer les finances, le décret du mois d'août 1841 ne fit que les ruiner de plus en plus. « Ici, le manque

d'argent continue comme toujours, écrivait de Mexico le général Filisola, et continuera tant qu'il n'y aura pas plus de moralité parmi les employés des finances. On ne finit pas de régler les deux contributions concédées. En attendant, l'on a promis au gouvernement un emprunt d'un million de piastres qui sera soldé Dieu sait quand! Le général Santa-Anna a été nommé commandant général de Vera-Cruz. D. Juan Anaya, complètement mis en déroute à Chiapas, s'est, dit-on, réfugié à Guatemala. Malgré tout cela les conspirations ne manquent pas, ni les symptômes de mécontentement. Quant aux réformes, elles marchent à pas de plomb. »

Les conspirations manquaient si peu que le général D. Mariano Paredès, commandant général du Jalisco, se prononça contre le président constitutionnel à Guadalajara. Son pronunciamiento fut secondé par Valencia et Lombardini dans la capitale, et Santa-Anna à Perote. Mexico fut assiégée pendant cinq semaines environ. Enfin, le gouvernement et les chefs insurgés réunis à Tacubaya réglèrent une convention appelée « Plan de Tacubaya » qui mit fin à la révolution. Bustamante donna sa démission et partit pour l'Europe, désespérant de sa patrie. Santa-Anna fut élu chef provisoire de la nation, et une assemblée de notables abolit la constitution de 1836. On verra bientôt que la nouvelle constitution, loin de retourner à celle de 1824, proclamait une monarchie déguisée, — la dictature. — Ne fallait-il pas épuiser toutes les formes républicaines pour chercher cette tranquillité qu'on ne trouvait nulle part depuis l'indépendance? Hélas! le militarisme et les ambitions privées qui se disputaient le pouvoir ne songeaient guère au repos de la patrie, à son bien être, à son bonheur. Le peuple n'existant pas au Mexique, cette agglomération d'individus qui compose la masse de la nation, ne pouvait opposer sa voix à celle de ces brouillons armés de grands sabres et de ces avocats ambitieux qui bouleversaient sans cesse le pays et renversaient le gouvernement pour s'emparer de l'autorité, des places, des honneurs et des revenus de l'État.